

ÉLEMENTS DE REFLEXION SUR LES PARTIS
POLITIQUES ET REFERENCES IDEOLOGIQUES DANS
LE TIERS MONDE

CHAHROKH VAZIRI

COLLECTION « TRAVAUX DE SCIENCE POLITIQUE »
INSTITUT DE SCIENCE POLITIQUE
LAUSANN, OCTOBRE 1990

Du même auteur dans la même collection

Iran : *Le shi'isme dans les luttes nationales et les fondements de la République Islamique*, 1980

Iran 1915-1921 : *Le mouvement Djangal*, 1982

Institut de science politique
BFSH2, 1015 Dorigny

Introduction

Dans un article sur l'analyse des partis politiques dans le monde musulman, Bertrand Badie pose le problème de savoir dans quelle mesure les paradigmes et concepts forgés en Occident peuvent nous aider à comprendre le fait partisan dans le Tiers Monde et quelle typologie ou classification nous pouvons proposer pour le monde non occidental.

« L'histoire du fait partisan, » dit-t-il, est « étroitement liée à celle du développement politique occidental et du type de modernité qui l'accompagne »¹

En effet, il convient de se demander si les notions de parti politique et d'idéologie partisane ont une pertinence dans le Tiers Monde et dans quelle mesure, le Tiers Monde peut conserver une certaine originalité en la matière.

Cependant, il faudrait relativiser l'affirmation de Badie et chercher par contre à enrichir les paradigmes universels au lieu de constater leur inadéquation pour les pays du Tiers Monde. N'oublions pas que si les concepts sont forgés en Occident, c'est aussi parce que l'Occident est le centre de l'« économie monde » (Cf. Walerstein, Braudel) depuis plusieurs siècles.

I - Le parti politique en Occident

Bref historique

Les études consacrées aux partis politiques, par Duverger, Lapalombara, Blondel et Seiler nous fournissent non seulement une explication quant aux origines et au développement des partis politiques occidentaux, mais également différentes typologies de fonctions et différentes classifications à ce sujet ².

Le mot parti apparaît au Moyen âge dans le langage militaire comme une "troupe de gens", "une partie" de troupes (Charlot, cité par Seiler). Toutefois, ce n'est qu'au XIX^e siècle que nous assistons, avec l'entrée des masses populaires sur l'arène politique, à la généralisation des partis politiques modernes en Occident dans l'acception actuelle du terme parti ³.

L'apparition des partis en Occident résulte du fait de la division de la société globale par un conflit et de la volonté mobilisatrice et organisationnelle des citoyens. C'est ainsi que les partis médiatisent la volonté politique des classes ou groupes sociaux, comme agents du conflit entre la société civile et l'État. Ils ont pour fonction de "structurer l'opinion publique" (David Apter). G. Lavau met en avance la fonction tribunitienne des partis hostiles (à l'instar des tribuns de la plèbe à Rome)

Ainsi, les fonctions signalées par la sociologie fonctionnaliste (Parsons, Apter Rokkan, Merkl), pourraient être les suivantes :

- Fonction de structuration de l'opinion
- Fonction d'intégration des citoyens
- Fonction de médiation entre l'État et la société civile
- Fonction de mobilisation
- Fonction d'agent et d'expression de conflits etc.⁴.

Définitions

D. Seiler considère les partis politiques comme des forces politiques ou plutôt comme des organisations partisans structurées d'un groupe autour d'un projet politique (fonction idéologique : le parti comme expression d'un projet) :

"Les partis prolongent des mouvements sociaux et des courants idéologiques antérieurs dont ils constituent le stade suprême de l'organisation..."(De la comparaison des partis politiques, p. 63).

On peut compléter cette définition par des éléments mis en évidence par Lapalombara et Weiner, c'est-à-dire une organisation durable, la présence locale, la volonté d'exercer le pouvoir et par conséquent de rechercher un soutien populaire ⁵.

Ces différents éléments de la définition du parti politique ne doivent pas être considérés comme forcément contradictoires, mais plutôt, dans la perspective qui nous occupe, comme complémentaires.

Sur la base de ces éléments, nous pourrions affirmer que les partis politiques au sens occidental existent effectivement dans le Tiers Monde
Toutefois, le contenu organisationnel et programmatique, les références idéologiques, ainsi que la pratique de ces partis diffèrent souvent profondément de ceux qui existent en Occident.

II - L'Occident et le Tiers Monde

Absence d'homogénéité du Tiers Monde

Le Tiers Monde n'est pas un ensemble homogène et son "unité réelle", même au niveau du concept, est illusoire. Il s'agit d'entités économiques et politiques différenciées dont la position et l'évolution par rapport à l'Occident constituent les points communs les plus importants. Il est impossible de mettre sur le même plan l'Argentine et le Bangladesh, le Zaïre et le Népal, ou Cuba et l'Arabie Saoudite. Les différences politiques et économiques sont aussi importantes que les diversités culturelles et religieuses. Les différences énormes entre les systèmes politiques des pays du Tiers Monde constituent un facteur important de non-homogénéité de ces pays.

Pourquoi alors a-t-on parlé de Tiers Monde ? L'"unité" du Tiers Monde, c'est par rapport à l'Occident qu'elle s'est définie.

En effet, c'est sur un modèle de relations avec l'Occident, modèle qui est apparu à un moment donné comme relativement stable et homogène que l'on a fondé la notion de Tiers monde, englobant des pays dont les situations réelles étaient très diverses ⁶.

Unité (existence) du Tiers Monde : par rapport à quoi ?

L'observation du problème politique dans le Tiers Monde permet de dégager au moins deux points sur lesquels il se distingue de l'Occident.

1 - L'État dans le Tiers monde ne résulte pas d'une dissociation par rapport à la société civile, ni du degré de développement de celle-ci. Les différenciations sociales, les classes et catégories sociales se forment et se développent en rapport étroit avec l'État.

Il s'agit d'un État hybride (facteurs internes et externes de l'hybridation) qui donne naissance à une société également hybride ⁷.

2 - La question des rapports entre la société civile et la société politique est importante pour comprendre la place et la fonction des partis politiques en Occident.

En se développant, la société civile en Occident s'est structurée (rapports de classes, de catégories, etc.) et a diminué sa segmentation. Par contre, la société civile dans le Tiers Monde reste segmentée ; il n'y a pas un "juste rapport" entre le développement de l'État et de la société civile (formule de Gramsci), et le pouvoir étatique ne se considère pas comme une émanation de la société civile.

Différences par rapport à l'Occident au niveau des partis politiques

Le progrès de la démocratie représentative (tradition et pratique parlementaire et recours au suffrage universel) étant très faible dans le Tiers Monde, la persistance des solidarités traditionnelles pose des obstacles réels au développement des partis politiques à "l'occidentale".

En effet, Le développement des partis politiques en Occident est lié au concept de citoyenneté et à l'individualisation des rapports sociaux et à la mobilisation politique en vue du transfert de souveraineté vers la nation ; comme le concept de citoyenneté n'est pas le même dans le Tiers Monde, on observe nécessairement des différences marquées au niveau des partis et de leur développement.

Dans le Tiers Monde, les sociétés sont souvent traditionnelles et les rapports sociaux ne sont pas aussi individualistes qu'en Occident.

La segmentation des espaces-temps dans le Tiers Monde, entre le moderne et le traditionnel constitue un élément d'hétérogénéité des sociétés du Tiers Monde. La coexistence conflictuelle de l'espace-temps traditionnel (facteur interne) et de l'espace-temps moderne (imposé de l'extérieur) rend difficiles l'apparition et le fonctionnement des faits partisans dans ces sociétés non unifiées au niveau de l'espace-temps.

On pourrait se demander alors à quelles fonctions correspondent la genèse et le développement des partis dans le Tiers Monde.

Selon Badie, l'apparition des partis est liée à des "intérêts spécifiques structurés par une pratique déjà ancienne" (Badie, op. cit. p. 274).

Nous verrons par la suite si cette vision est corroborée par les cas que nous serons amenés à examiner.

III - Adéquation et inadéquation de la notion de parti dans le Tiers Monde.

Nous allons, à travers un certain nombre de cas concrets, tenter de mettre en évidence les problèmes que pose l'utilisation de la notion de parti dans les pays du Tiers Monde, ainsi que la pertinence qu'elle peut avoir dans d'autres cas.

L'inadéquation (non-pertinence) de la notion

Des exemples de partis -Etats ne manquent pas dans le Tiers Monde. Ces organisations partisans ne sont en général pas l'expression d'un conflit de classe, et ne remplissent aucune fonction d'intégration ou de médiation entre les citoyens et l'État, au sens de ce qui se passe en Occident.

Au Mozambique Le "FRELIMO", fondé pour réaliser le "poder popular", fusionne avec l'État, après l'indépendance et constitue le parti unique ⁸. Il s'agit d'un mouvement de libération qui se transforme en Parti-Etat et devient agent de l'État dans le conflit éventuel entre les citoyens et l'État

En Guinée-Bissau, le "PAIGC", fondé par Amilcar Cabral, développa, dans les zones libérées des structures sociales (comités de village, écoles, tribunaux, infirmeries), dans le dessein d'exercer le pouvoir d'État après la décolonisation.

Après l'indépendance (1974), il se transforma en Parti-Etat-Armée et se fixa la fonction supra ethnique d'unité nationale. Il s'agit d'un parti unique qui s'est identifié au début au marxisme-léninisme, qui s'est ouvert par la suite aux éléments nationalistes venant de plus de 20 ethnies différentes (trajectoire : espace-temps local (zones libérées) à l'espace-temps occidental (Parti-Etat) ⁹.

Au Congo Brazzaville le Parti unique intégrateur, le "parti congolais du travail" dirige l'État et fonctionne comme un Parti-Etat.

Il est né après le putsch de 1968 comme instrument de promotion d'un leader, afin de légitimer le pouvoir de Ngouabi. Plus tard, il se fixa comme fonctions la formation d'une élite, la modernisation du pays et l'impulsion de nouvelles couches sociales au Congo ¹⁰.

Au Népal, Le Roi Mahendra dissout en 1960 (de 1951 à 1960 : le pluralisme démocratique) le Parlement, abolit les partis et instaura une organisation partisane unique appelée le "Panchayat" (Conseil de notables composé de cinq personnes). En 1972, le Roi Birendra succède à son père et complète le système en créant le GVNC ("Go to the village national campaign committee"), instrument de contrôle et de gestion des trois pouvoirs, judiciaire, législatif et exécutif au Népal, dont les membres du comité central sont choisis par le Roi, qui est, d'après la Constitution, "la source du pouvoir" d'après la constitution. Le "panchayat", qui était le parti unique du roi, signifiait le retour à la tradition népalaise, et représentait la volonté des souverains d'affirmer l'identité népalaise en se démarquant de l'Inde parlementaire et de la Chine communiste ¹¹. Cette structure partisane fut remise en question en mai 1990, après des protestations populaires revendiquant le pluralisme démocratique.

En Algérie, Le FLN, Parti-Etat jusqu'en 1990, produit un discours politique légitimiste qui insiste sur la spécificité politique et idéologique de l'Algérie (identité reconstruite) et se fixe comme fonction de favoriser l'intériorisation collective de cette spécificité ¹².

D'autres partis, fonctionnant dans des systèmes pluralistes, constituent essentiellement des instruments de promotion de leaders et des relais du clientélisme. Bonapartistes

(interclassistes), ils n'ont pas d'idéologie précise et légitiment une continuité historique et charismatique.

Au Brésil, le système partisan doit tenir compte du concept de "la démocratie raciale", forgé en 1933 par Gilberto Freyre (qui écrit en 1933 "Maîtres et esclaves, en justifiant la colonisation portugaise). Dès lors, le mythe de la "démocratie raciale" - lié à l'éloge de la miscégenation (symbole de la fusion et de l'égalité raciale) - constitue la base culturelle et la référence de la plupart des organisations partisans au Brésil. Toutefois, à partir de 1970, plusieurs partis dont les "Black power" refusent le "blanchiment" et se constituent en fonction du refus de la "démocratie raciale" ¹³.

En Argentine, deux courants le radicalisme (plus institutionnel) et le péronisme (plus populiste) dominent la scène partisane, mais étant donné qu'il n'y a pas beaucoup de différences entre les deux courants partisans (tous les deux réclament plus de démocratisation, plus de justice sociale, le capitalisme national, et la réforme agraire), la politique est très personnalisée, et la personnalité du chef joue donc un rôle décisif. Les courants partisans sont au service des leaders charismatiques.

L'Inde connaît le système du parti dominant, qui exprime une légitimité charismatique et traditionnelle.

Le PCS se trouva à la base du système partisan institutionnel en Inde, après l'indépendance ¹⁴.

Le "Parti du peuple pakistanais (PPP)" est un Parti interclassiste fondé par Ali Bhutto. Appuyé par les propriétaires terriens, les paysans pauvres et les "marginiaux" urbains, et légitimé par la religion tout en se considérant comme un parti de gauche, il perdit le pouvoir en 1977, car sa légitimité religieuse vint à lui manquer après qu'il ait perdu la confiance des chefs religieux et des propriétaires terriens. Il se reconstruisit, grâce à Benazir Bhutto, une nouvelle légitimité religieuse et populaire, basée sur le "martyre" de Bhutto et prit le pouvoir en 1988 ¹⁵.

Au Mexique, Le PRI, dont l'origine remonte à la révolution de 1910, conserve une légitimité révolutionnaire et institutionnelle, et malgré le multipartisme, domine l'État mexicain, jouant le rôle d'un parti unique au Mexique. Il pratique le clientélisme et le népotisme et monopolise la corruption organisée ¹⁶.

Le "Botswana Democratic Party (BDP)" est un parti dominant dans le système pluraliste du Botswana. Grâce au charisme de son chef-président, le BDP (parti gouvernemental) utilise l'administration de l'État à son profit. Le multipartisme au Botswana est un héritage du colonialisme britannique et correspond à la coutume séculaire du Kgotla. Il s'agit de la réunion régulière des membres du clan afin de débattre des problèmes de la communauté ¹⁷.

Le parti socialiste destourien (ancien Néo-Destour), joua un rôle décisif dans la reconstruction institutionnelle en Tunisie, grâce au charisme de Bourguiba. Il s'agissait d'un Parti-Etat interclassiste reliant la tradition à la modernité, en se basant sur le nationalisme et le réformisme. Le PSD se confondait avec Bourguiba et l'État tunisien. Les structures du parti étaient parallèles à celles de l'État et la personne de Bourguiba se confondait avec le parti, elle incarnait "l'Unité nationale" et le parti devait refléter celle-ci. Le PSD se légitime par la détention de l'historicité ¹⁸.

Les exemples que nous venons de voir nous permettent de mettre en évidence les éléments suivants :

- La domination de partis qui se confondent (confondaient) avec l'État ;
- La fonction unanimiste et communautaire des partis ;
- Partant de ces deux constatations, le fait que le parti qui se confond avec l'appareil d'État joue effectivement un rôle "d'intégration" et de "structuration de l'opinion", mais

essentiellement dans le sens d'une plus complète soumission, d'un meilleur encadrement des "sujets" de l'État ;

- L'absence de fonction de médiation et d'intégration de conflits entre les citoyens et l'État au sens des partis occidentaux ;

- La non-existence d'un parti comme expression d'un conflit de classes ou de groupes sociaux.

Adéquation de la notion : Quelques cas concrets

Le Parti "Akali-Dal" au Punjab est un parti régionaliste Sikh, unifiant le politique et le religieux. L'origine de ce parti remonte aux massacres civils perpétrés par les troupes du général Dyer en 1919 à Amritsar, et à l'attitude complaisante des chefs religieux de l'époque.

Dès 1949 Akali-Dal se fit le porte parole des revendications du Punjab-Suba, un Punjab remodelé sur une base linguistique (élément dominant)

Le parti est soutenu par les Jats (majorité des Sikhs et propriétaires fonciers, représentant 20 % de la population et possédant 60 % des terres).

En juillet 1983, un accord intervint entre Rajiv Gandhi et Akali-Dal, et le parti se trouva au pouvoir avec la majorité absolue. Pour la première fois, les Sikhs de la base (travailleurs agricoles) ont voté pour le parti, qui a présenté également des candidats hindous et musulmans, se transformant ainsi en véritable parti régional ¹⁹.

Akali-Dal correspondrait à la définition que donne Rokkan d'un parti territorial, fondé sur une identité territoriale. Il est l'expression d'un conflit ethnique et régional. Il remplit la fonction d'agent et d'instrument d'un conflit ethnique et social.

L'organisation "Amal" joue un rôle important dans la vie politique libanaise.

En 1974, l'Imam Mussa Sadr, le chef de la communauté shi'ite au Liban (disparu en 1978) créa, le "mouvement des déshérités" ("Harakat al-mahrumin"), afin de diriger la lutte politique des shi'ites du Sud-Liban. En juin 1975, le mouvement des déshérités se transforme en parti Amal (espoir), qui proclamait dans sa charte le dépassement des institutions et des divergences ethniques et religieuses et le refus du confessionnalisme. Ainsi, en partant du confessionnalisme et de refus du pouvoir temporel, extérieur à la communauté shi'ite, le mouvement des déshérités aboutit au refus de l'identité confessionnelle et se fixe une fonction "nationale".

Selon Elizabeth Picard, la trajectoire d'Amal est passée de la "communauté-classe" à la résistance "nationale". Picard fait également une distinction entre une "communauté à base territoriale" et une "communauté-sur-son-territoire", et considère que l'organisation Amal passe de la première à la seconde au cours de son développement.

Cette transformation d'Amal se voit également dans la composition de ses membres et militants. Rassemblant au début uniquement les déshérités du Liban sud, il s'est tourné de plus en plus vers les éléments issus de la promotion scolaire, enrichis par l'émigration en Afrique : intellectuels, enseignants, professions libérales (Nabih Béri est un avocat né en Sierra Leone, et a de la famille à Detroit). Amal représente aujourd'hui une nouvelle élite libanaise, et insiste sur la dimension territoriale (nationale) de son projet politique, par le refus de la division du pays entre "minorités compactes", et par l'exigence du renforcement de l'armée nationale. Partant d'une revendication identitaire religieuse, il se déclare aujourd'hui pour un Etat "non religieux" au Liban. Il prend également la défense de la "nation" libanaise en face d'Israël. Amal fonctionne de plus en plus comme un parti "classique", car en quittant son espace-temps communautaire et en se fixant des fonctions "étatiques" et une idéologie transcommunautaire, il subit la contrainte de l'espace-temps occidental (étatique) ²⁰.

Amal pourrait être considéré comme un parti de création extérieure (au sens de Duverger), porteur d'un projet politique et remplissant les fonctions classiques d'un parti politique.

Plus proches de la définition traditionnelle de parti, on trouve ceux du Chili, le pays ayant connu très tôt le système partisan (Le Congrès, institution autonome décisive depuis 1850).

Le Système partisan était très polarisé au Chili (surtout depuis 1970), ce qui empêche la réalisation d'une coalition majoritaire et provoque des crises.

Entre 65 et 70 Eduardo Frei (DC) voulut rompre avec la polarisation du système partisan et la DC se comporte comme parti unique (elle obtint la majorité en 65) mais finalement elle échoue ²¹. Le Chili démocratique constituait l'exemple du système partisan exprimant un conflit idéologique et un clientélisme au sens occidental.

Les cas que nous avons examinés nous permettent d'affirmer que des partis du Tiers Monde peuvent être l'expression d'un conflit (de classe ou régional), jouer un rôle de médiation, s'efforcer de réaliser une intégration sociale des citoyens et de structurer l'opinion publique. Dans ce sens, la notion de parti pourrait être considérée comme pertinente.

Nous constatons que l'ensemble des exemples que nous venons de passer en revue nous conduit à considérer que la notion de parti dans le Tiers Monde est une notion hybride, à l'image des sociétés politiques du Tiers Monde.

Il faut ajouter à cette difficulté le fait de la confusion, dans le Tiers Monde, entre les réseaux associatifs et communautaires et les partis politiques.

IV - Particularismes des structures hybrides

Dans la plupart des pays du Tiers Monde, il y a également, comme nous l'avons vu, confusion entre la direction de l'Etat et celle du parti, et cumul des fonctions.

Il faut se rappeler que cette situation n'est pas le seul apanage des sociétés du Tiers monde, puisqu'on la retrouvait jusqu'il y a peu de temps dans tous les pays dits "socialistes".

Par ailleurs, la structure partisane la plus proche de celle des partis occidentaux est représentée dans le Tiers Monde par des partis communistes ou marxistes dont l'origine se trouve à l'extérieur de ces pays, dans l'histoire de la 2e et de la troisième Internationale.

Les partis ne représentent en général pas les intérêts de classes ou de couches particulières. Ils sont des partis "interclassistes" ou plutôt bonapartistes. Ils fonctionnent dans la plupart de cas comme "mode de promotion de la légitimité d'un leader" (Badie).

La genèse du fait partisan dans les pays du Tiers Monde diffère d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre. Elle est en relation avec la gestion coloniale pour certains pays (l'Afrique), de l'affinité culturelle et religieuse avec les pays européens pour les uns (Amériques Latines) et de contacts culturels avec l'Occident pour les autres (Moyen-Orient, Asie).

Dans l'ensemble du Tiers Monde, la persistance des structures communautaires et l'existence des solidarités traditionnelles, engendrent des alliances entre les élites modernes et les élites traditionnelles dans le parti. Comme le remarque Bayart, "les groupes sociaux dominés se définissent par rapport à d'autres espaces, déterminés par des temporalités autres" ²².

Par ailleurs, les identités de classe et de catégorie étant fragiles, elles se combinent avec les identités ethnico-religieuses.

En étudiant les partis en Afrique, nous sommes confrontés à l'existence des partis uniques, comme instrument d'intégration nationale, de modernisation et d'homogénéité sociale (Nkrumah, Sékou Touré).

Sylla remarque qu'après l'indépendance, les Etats africains ont hérité de la démocratie et du pluralisme partisan. Mais ces Etats ont évolué vers le présidentielisme et le parti unique ou le bipartisme inégalitaire ²³.

Il s'agit surtout pour les pouvoirs africains, comme le remarque Michalon, "de ne pas permettre à une multiplicité de partis de traduire la diversité ethnique de leur pays" et de remettre en question l'Etat unitaire ²⁴.

Quant aux différences existantes entre les partis uniques, P.N'da considère que c'est le degré de concentration du pouvoir qui les distingue ²⁵.

J.F. Bayart considère pour sa part qu'en Afrique la masse suit les chefs qui se rallient à un parti ou qui le créent. Ces partis de minorités ethniques sont des partis de personnalités ²⁶.

Le multipartisme et le bipartisme inégalitaire africains nous offrent des spécificités propres à l'espace religieux, ethnique et culturel de l'Afrique ²⁷.

Par ailleurs, les mouvements millénaristes remplissent la fonction de ces organisations. Ces mouvements sont, comme le suggère Bastide "des tentatives de résolution rationnelle" des questions posées, et ne constituent pas forcément un obstacle au développement. Ils sont syncrétiques, dans la mesure où ils véhiculent à la fois des idées traditionnelles et celles qui sont venues d'Occident ²⁸.

Nous allons insister un peu plus sur quelques cas asiatiques et latino-américains.

En Asie et dans les sociétés arabes et musulmanes, le phénomène partisan prend autant d'aspects qu'il existe de cultures et de nuances religieuses. Les Francs maçons y

jouèrent un rôle important, puisqu'ils constituent les noyaux du modernisme et du réformisme islamistes.

Les cas que nous allons examiner nous permettent de relativiser encore plus la notion de parti politique dans le Tiers Monde.

L'organisation "Golkar" en Indonésie constitue un exemple significatif à ce sujet. Il ne prétend pas être un véritable parti politique, mais plutôt d'une organisation professionnelle élitaires partisane dont les objectifs sont l'application-légitimation de la "démocratie pancasila". Le Pancasila est une idéologie étatique et une philosophie politique reconnue par l'article 45 de la Constitution indonésienne. Elle est basée sur la croyance en Dieu, le nationalisme, la justice sociale, la démocratie et la laïcité.

La "démocratie-Pancasila" est une tentative d'imposer une identité indonésienne, au moyen du Golkar, organisation politique officieuse, créé par les militaires en 1970 et qui regroupent obligatoirement tous les fonctionnaires d'Etat. Elle est dirigée par l'Etat, et incarne sur le plan électoral le discours pancasiliste du chef de l'Etat. Il s'agit d'une organisation minoritaire (les musulmans en sont exclus), justifiant la confiscation du pouvoir politique par une minorité de cadres ²⁹.

Le "Golkar" n'est pas un parti politique au sens occidental, mais il n'empêche qu'il fonctionne comme une organisation partisane, qu'il se réfère à une idéologie, qu'il est porteur d'un projet politique et qu'il recherche le soutien électoral des élites. Peut-on parler d'un parti de cadres?

Un autre exemple est le "Parti du travail de Corée du nord", fondé en 1949. Il adopta officiellement le marxisme-léninisme comme idéologie et programme mais se fixe en réalité comme objectif de re-constituer une identité coréenne conforme aux idées du leader "unificateur" Kim Il Sung. Le parti se transforma dans sa gestion quotidienne en instrument de la promotion du culte de la personnalité du leader, considéré comme "héros civilisateur" et comme fondateur d'une nouvelle dynastie coréenne. Incarnant la "vertu" au sens confucéen, Kim Il Sung développa une philosophie "universelle" à partir de l'identité culturelle et religieuse de la Corée, basée sur le confucianisme Coréen. Il s'agit des "idées de Djoutché", qui remplacèrent au fur et à mesure le marxisme-léninisme comme doctrine du parti. Ces idées re-construites par Kim Il Sung dans les années 1930 proclament que "c'est l'homme qui est le maître de tout et qui décide de tout", qu'il faut compter sur "ses propres forces". Les "idées de Djoutché" considèrent que les masses doivent être "illuminées" afin de pouvoir agir correctement sur le plan idéologique, technologique et culturel ³⁰.

Ce parti qui s'est structuré selon le modèle occidental (marxiste-léniniste) n'est en réalité que l'instrument de promotion d'un leader charismatique et de sa dynastie. Il s'agit d'une organisation plus proche d'une secte (avec des références philosophico-religieuses) que d'un parti politique proprement dit.

Le Moyen-Orient nous offre quelques exemples spécifiques en matière de fait partisan. Dans le monde arabo-musulman par exemple, l'équivalent du mot "parti" est "hezb", qui est utilisé dans le Coran. Le Coran parle de Hezb (au singulier), comme d'un groupe ayant une unité d'opinion et de but. Dans ce sens, le Coran ne reconnaît que le "Hezbollah" (parti de Dieu) aux membres duquel il promet le paradis. En opposition au "parti de Dieu", on trouve dans le Coran "le parti de Satan".

Par ailleurs, quand le Coran parle de partis (au pluriel), c'est pour désigner ceux qui sont constitués par les ennemis contre lesquels les musulmans se battent.

Le phénomène partisan chez les musulmans remonte donc à la naissance de l'islam. En effet, à la mort du prophète Mohammed et dans la lutte pour sa succession en tant que chef de la communauté, les partisans d'Ali (gendre du prophète, le quatrième Calife et le premier Imam shi'ite), furent appelés le "shi'a" d'Ali (groupe d'adeptes d'Ali, considéré comme son parti) ³¹. Aussi, le fait partisan se référant à la religion se manifeste de façon la plus claire par le Clergé iranien, en tant qu'organisation politique structurée.

Avec la constitution du "clergé" shi'ite en Iran, le parti-clergé intervint régulièrement dans la direction des affaires temporelles et spirituelles de la communauté et de l'Etat.

En Iran, le militantisme shi'ite s'efforça de reconstruire un shi'isme partisan capable d'assumer les exigences des luttes politiques modernes pour le contrôle du pouvoir étatique et ce, en créant une idéologie identitaire shi'ite, avec une dimension universaliste. Dans un discours prononcé en 1972, et intitulé "le shi'isme, un parti parfait", le théoricien du shi'isme révolutionnaire, Ali Shariati, mit l'accent sur le fait que l'islam étant une "idéologie", le shi'isme constituait "le parti politique de l'islam :

"Parti qui est la réalisation concrète du "Hezbollah" (parti de Dieu, NDR) tel qu'il est décrit par le Coran, et qui constitue en même temps une réponse aux besoins de cette génération d'intellectuels engagés, afin de conscientiser et de mettre en mouvement les masses et la société et de diriger leur lutte de classes..."³².

Ainsi, le "parti shi'ite" (autrement dit le "Hezbollah") est une organisation avec une "vision du monde unicitaire", où règne une discipline organisationnelle et idéologique. Toutefois, malgré la méfiance de Shariati par rapport au "clergé" iranien, ce fut ce dernier qui joua le rôle du parti politique en 1978-1979 et remplit le vide créé à l'époque du Shah, par l'absence d'organisations structurées. Disposant d'une idéologie (le procédé du taqlid (imitation) oblige tout pratiquant shi'ite à imiter les principaux "modèles" que sont les grands ayatollahs), d'une organisation durable et de réseaux nationaux et régionaux (plus de 180,000 mollahs en 1978, répartis dans tout le pays et recevant les instructions de la ville de Qom), ainsi que de moyens financiers autonomes, le parti clérical, contrôlé par Khomeyni put se mettre à la tête du mouvement de contestation, et prit le pouvoir. Cependant, une fois au pouvoir, le parti shi'ite dut fonctionner dans l'espace-temps étatique occidental, et opta pour des moyens classiques utilisés par les partis politiques occidentaux, comme la propagande électorale. Ainsi, à partir d'un réseau religieux traditionnel, on aboutit à une structuration partisane "moderne" qui fonctionne comme un parti politique unique, avec un projet politique, une idéologie, et la recherche clientélaire d'un soutien populaire.

Contrairement à l'exemple précédant, en Irak et en Syrie, le fait partisan se concrétisa dans la création de partis laïcs.

Le parti Baas ("résurrection") fut fondé en 1947 par Michel Aflak et Bitar afin de reconstruire le nationalisme arabe et le pan-arabisme. Il s'agit d'un parti laïque qui considère l'islam comme "le véhicule du nationalisme arabe" (Michel Aflak). D'après Weinstok, l'origine du parti se trouve chez les étudiants nationalistes arabes "attirés par le fascisme"³³. Au fur et à mesure de son développement en Irak et en Syrie, le Baas, se transforma et d'un parti de la Nation arabe, devint le parti de la reconstruction de l'identité tribale et ethnique des minorités.

En Irak, le Baas reproduit le système tribal et permet à la minorité originaire de Takrit (Ethnie de Saddam Hussein) de contrôler le pouvoir au nom de l'unité de "l'Umma arabe" (communauté arabe)³⁴.

Le "socialisme arabe" prêché par le Baas permet en Irak et en Syrie aux minorités d'obtenir une situation qu'elles n'auraient pas autrement.

En Syrie, la minorité ethnico-religieuse alaouite (une branche dissidente de l'islam chi'ite), représentée par la famille Assad, fait prévaloir son projet minoritaire sous le couvert du nationalisme arabe. Les Alaouites prennent progressivement le contrôle de l'appareil du parti Baas. En effet, à partir de 1946, les officiers et soldats alaouites de l'École militaire d'Homs, fils de familles rurales de conditions modestes, prennent le contrôle de l'Armée syrienne avant d'investir le parti Baas. Cette prise de contrôle de l'Armée et du parti Baas par les Alaouites permet à ces derniers de contester - au nom de la laïcité et du socialisme - l'hégémonie de l'islam sunnite (majoritaire), et de désamorcer les revendications religieuses des Frères musulmans. Ainsi, le parti Baas syrien apparaît comme un moyen d'homogénéisation et de contrôle au service d'une minorité ethnico-religieuse contrôlant directement l'appareil militaire³⁵.

En Amérique Latine, la prédominance du multipartisme n'empêche pas le personnalisme (leaders charismatiques s'identifiant au parti), ni l'alliance entre partis et la constitution de fronts communs, ni l'existence de partis dominants ³⁶.

Le personnalisme, le rapport entre messianisme et politique, ainsi que le fonctionnement hégémonique d'une démocratie pluraliste constituent des cas que nous allons examiner.

Le premier exemple est constitué par le "Sentier Lumineux" de Pérou fondé par Abimael Guzman, professeur de philosophie depuis 1963 dans le département d'Ayacucho (Coins des morts). Expulsé du PC en 1970, il crée les "Sentier Lumineux", composés au début essentiellement d'étudiants et d'enseignants.

Basé sur le Marxisme Léninisme et sur le culte de la personnalité de Guzman, "seul leader vivant de la révolution mondiale", le "Sentier Lumineux", véhicule un messianisme indien, et utilise les mythes andins du retour de l'Inca pour venger le peuple indien, afin de transmettre leur message de "société sans classes" et de "justice populaire". Certains Indiens acculturés et paysans sans terre ont adhéré au "Sentier Lumineux", surtout à cause du caractère messianique de sa propagande.

Il s'agit pour le "Sentier Lumineux" de contester la légitimité de l'Etat péruvien comme produit importé, et de proposer une contre-légitimité populiste : "l'avenir est dans le retour au passé" ³⁷.

Le "Sentier Lumineux" est une organisation de type marxiste-léniniste qui remplit une fonction de contre-légitimité en se basant sur des références régionales et mystiques.

Le "People National Party" (PNP) de Jamaïque, fondé en 1938, est un parti calqué sur le modèle anglais, afin de réaliser à la Jamaïque un "socialisme démocratique".

En 1972, le PNP adopte le Rastafarisme comme contre-culture pour remporter les élections et prendre le pouvoir dans le cadre du pluralisme partisan à la Jamaïque. Le Rastafarisme est une religion-culture des masses noires de la Jamaïque, fondée par le "prophète" Garvey (début Xxes). Il s'agit d'un retournement des valeurs de l'Ancien Testament dans le sens de la reconnaissance de la supériorité des Noirs (Dieu est noir) sur les Blancs. La lutte entre le bien et le mal et pour un monde meilleur constitue la base de la reconstruction raciale et identitaire des rastafaristes. Le religieux se transforme peu à peu en mouvement politique et cherche à s'exprimer au travers d'un parti politique.

Lors des élections de 1972, le PNP et son chef Michael Manley s'appuient sur le "Blak power" et le Rastafarisme, et organise sa propagande autour de l'identité rastafariste. Il adopte et propage la musique rastafariste, le "Reggae", qui est une synthèse de rythmes africains et d'influences américaines et anglaises, et utilise le chanteur rastafariste Bob Marley comme moyen de propagande électorale. Les mythes du "Roi noir" et du retour en Afrique (en Ethiopie) constituent également les thèmes de propagande électorale pour Le PNP ³⁸. Le fait que le PNP ait été amené à utiliser dans sa propagande des croyances et des mythes religieux et qu'il ait fait appel à des thèmes et des éléments culturels traditionnels ne doit pas cacher qu'il portait un projet politique, qu'il était l'expression et l'agent d'un conflit, et qu'il pouvait jouer un rôle d'intégration des individus dans la société jamaïcaine, en même temps qu'il avait clairement une fonction de médiation entre la société civile et l'Etat, et qu'il agissait au sein d'un système multipartiste.

Le Costa Rica (Amérique Centrale) représente un pluralisme partisan élargi depuis 1946. En 1948, eurent lieu la "rupture démocratique" et la guerre civile. José Figueres, le chef du parti social-démocrate (1946) s'imposa comme héros national, et le parti devint le "Parti de la Libération nationale" (PLN). Au pouvoir de 48 à 49, Figueres, établit la Constitution qui abolissait l'armée (Constitution de novembre 1949) et instaurait le pluralisme démocratique.

Depuis 1960, le PLN et PUSC (Parti unitaire chrétien-social qui avait soutenu le projet de Figueres) alternent au pouvoir. Les Présidents de la République appartiennent à l'un de ces deux partis, mais plus souvent au PLN qui peut être considéré comme un parti dominant (Président Arias).

D'après Lorena Barrantes, la démocratie Costaricaine serait dirigée par un "groupe politique traditionnel pratiquant son hégémonie légitimée par un consensus populaire remarquable" ³⁹. Ces deux partis trouvent leur source de légitimation dans le projet de l'abolition de l'armée, et se fixent comme fonctions de garantir la paix et la démocratie à l'intérieur du pays par l'intériorisation d'une éducation civique démocratique ⁴⁰. Ils ne remplissent aucune fonction de médiation, et ne sont l'expression d'aucun conflit social important.

V - Esquisse d'éléments devant permettre une typologie

Quant à la typologie et à la classification des partis politiques, nous pouvons trouver des similitudes (des modèles similaires ne sont pas forcément identiques) entre celles des pays occidentaux et celles des pays du Tiers Monde.

Nous retrouvons par similitude, dans le Tiers Monde, des partis de masses, de cadres, des partis de création extérieure (établis par une institution préexistante, comme les syndicats, les Eglises etc.), ainsi que le multipartisme, le bipartisme, et de partis dominants (Duverger, Blondel, Seiler).

Toutefois, la typologie classique ne peut rendre compte de la réalité hybride et complexe des partis et organisations politiques du Tiers monde fonctionnant dans des espaces-temps et des cultures-idéologies différenciées : "La signification du politique varie profondément dans l'espace et dans le temps..."⁴¹.

Nous avons vu la confusion entre parti et Etat, la fonction communautaire des partis, l'absence ou la présence de fonction de médiation et l'existence ou la non-existence des partis comme expressions des intérêts de classes ou de groupes sociaux, le fonctionnement ou non des partis comme agents de conflits sociaux.

Il faudrait donc délimiter des champs de recherche, et trouver des cas nationaux suffisamment homogènes pour se prêter à des études empiriques et comparatives.

Il faut aussi typifier les partis selon l'espace-temps dans lequel ils se développent (la genèse et la fonction des partis selon les types locaux de "contraintes").

Il est également important de distinguer entre les partis politiques des pays anciennement colonisés, qui ont joué un rôle historique en tant d'agents du processus de décolonisation, et les partis des pays qui n'ont pas connu une colonisation directe.

Dans son article sur "L'analyse des partis politiques en monde musulman...", Badie nous propose trois catégories de fonctions par rapport à la genèse des partis dans le "Monde Musulman". Nous pouvons étendre ces catégories à l'ensemble des pays du Tiers monde et retenir provisoirement ces trois fonctions, c'est-à-dire :

- 1 - la fonction de rupture avec la tradition (exemple du Wafd en Egypte, du Néo-destour tunisien, de l'Istiqlal marocain et du FLN algérien, qui construisent la citoyenneté contre l'étranger) ;
- 2 - la fonction de démonstration en direction de l'étranger (fonction symbolique des partis uniques) ;
- 3 - la fonction d'aménagement d'un ordre institutionnel mixte (éléments endogènes et exogènes).

Tout en étant liées, ces trois fonctions n'ont été que très relativement remplies par les partis politiques cités par Badie, notamment en ce qui concerne la rupture avec la tradition coloniale ou la tradition locale.

Parmi les fonctions proposées par Badie, seule la troisième (aménagement d'un ordre institutionnel) peut correspondre à la réalité des fonctions des partis. La fonction de rupture n'est que très relative, car on trouve toujours une profonde continuité sous d'autres formes, et la démonstration envers l'étranger ne constitue pas vraiment une fonction, mais plutôt une forme de structuration de l'opinion à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, Badie évoque dans le même article le rapport entre le parti et la légitimité, problématique plus intéressante pour notre classification des partis dans le Tiers Monde. Il s'agit de légitimer la constitution d'un régime ou la fondation d'un Etat, ou le contrôle du pouvoir par un leader ou une minorité politique, ethnique ou religieuse.

Une autre conception de la fonction du parti peut être celle proposée par Mahmoud Hossein, qui considère qu'en l'absence de la société-nation, et du fait que l'Etat est encore "la chose de l'étranger", c'est le parti-nation qui exprime dans le Tiers Monde les exigences de l'identité communautaire moderne et qui favorise l'hégémonie de la classe moyenne⁴².

VI - Conclusion provisoire

Dans quelle mesure la notion de parti au sens occidental peut-elle permettre de saisir la réalité des organisations politiques dans le Tiers Monde ?

Il y a des éléments communs, qui se retrouvent dans certains cas au niveau de l'organisation et de la structure, ou de la fonction (exemples : fonctions d'intégration d'un conflit ou des citoyens, de mobilisation etc.)

Mais les différences fondamentales signalées dès le début (l'hybridation de l'Etat et de la société civile, la faiblesse et la dépendance des classes et couches sociales par rapport à l'Etat, la faiblesse et la segmentation de la société civile) ont pour conséquence que le parti politique dans le Tiers Monde va être quelque chose de très différent de ce qu'il est en Occident : il sera influencé et marqué de façon décisive par le poids de la tradition, par les allégeances sociales et familiales, par les divisions ethniques et religieuses, par le passé colonial, par l'existence d'un Etat la plupart du temps non démocratique, avec lequel souvent il fusionne. Très souvent, il servira simplement d'instrument de promotion et de légitimation d'un groupe ou d'un leader charismatique. Il est donc hasardeux dans ces conditions de parler de parti dans les pays du Tiers Monde sans garder présents à l'esprit les réserves et les limitations qui viennent d'être citées.

Et pour finir sur une note un peu plus taquine, nous pourrions jeter un coup d'œil sur les sociétés occidentales et le système des partis, en nous demandant, de façon un peu irrévérencieuse, si la réalité ici est finalement si différente de celle qui règne là-bas.

La proclamation de l'altérité absolue, de la différence de l'autre n'est souvent qu'un moyen commode de se rassurer sur la conformité de sa propre réalité à l'image que l'on a de soi-même ⁴³.

Sans prendre l'exemple du Japon, qui est considéré comme faisant partie à bien des égards du monde occidental, mais dont il serait trop facile de démontrer la différence avec les modèles politiques de l'Occident, nous pourrions nous demander si le système des partis aux Etats-unis ou en Italie, par exemple, n'offre pas de curieuses ressemblances avec tout ce que nous venons de voir au sujet des pays du Tiers Monde.

Essentiellement instruments de promotion et de légitimation de leaders plus ou moins charismatiques, les partis républicain et démocrate américains ne se réveillent vraiment que tous les 4 ans, pour les élections présidentielles. Les différences idéologiques ne sont pas toujours très marquées, et le consensus est grand sur un certain nombre de valeurs essentielles. Il est difficile de dire aujourd'hui s'ils jouent un rôle d'intégration des citoyens à la vie sociale et politique, ou de médiation entre les citoyens et l'Etat, ou s'ils sont l'expression ou les agents d'un conflit de classes, ou l'émanation d'une couche ou d'une classe particulière.

Quant à l'Italie, avec les changements intervenus au sein du PCI, un des grands éléments de distinction d'avec les pays du Tiers Monde disparaît. Par contre, il est patent que la vie politique italienne est déterminée dans une faible mesure par la réalité des partis eux-mêmes, et dans une grande mesure par des allégeances familiales, locales, religieuses, économiques ou par l'appartenance à des sociétés secrètes, ou à la Mafia. Le clientélisme à la mode tiers-mondiste y est florissant.

Ces dernières réflexions nous suggèrent donc tout d'abord la plus grande prudence dans le maniement d'une notion telle que le "parti", quelle que soit l'aire géo-culturelle concernée, et ensuite l'importance d'une réflexion et d'une recherche systématique sur le sujet.

Références citées

- 1 - Bertrand Badie, *L'analyse des partis politiques en monde musulman, la crise des paradigmes universels*, in: Yves Meny, *Idéologies, partis politiques et espaces sociaux*, Paris, Presse de la Fondation des Sciences politiques, 1989, p.271.
- 2 - Blondel, *Political Parties : A genuine case for discontent ?*, London, Wildwood House, 1978.
- 3 - D.L. Seiler, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986.
- 4 - D. Apter, *The Politics of modernisation*, Chicago, The Univ. of Chicago, 1969; S. Rokkan, *Citizens, elections and parties*, Oslo, Scandinavian University books, 1970.
- 5 - Lapalombara et Weiner, *Political parties and development*, Princeton, 1966.
- 6 - D. Apter, *Pour l'Etat, contre l'Etat*, Paris, Economica, 1988, p.71.
- 7 - Kostas Vergopoulos, *l'Etat dans le capitalisme périphérique*, Revue Tiers Monde, Tome XXIV, 1983.
- 8 - M. Cahen, *Mozambique, la révolution implosée*, Paris, L'Harmattan, 1987; FRELIMO, *Dates e documentos da historia da Frelimo*, Maputo, 1975.
- 9 - P. Chabal, *Party, State and socialism in Guinea-Bissau*, Canadian Journal Of African Studies, 1983.
- 10 - Ekendy Akala, *Le Congo-Brazzaville; Essai d'analyse et d'explication sociologique selon la méthode pluraliste*, Thèse, Neuchâtel, 1983.
- 11 - Uprety Tulsi P, *Nepal in 1982, Panchayat leadership in crisis*, Asian Survey, 23(2), 1983; Marc Gaboriau, *Le Népal et ses institutions*, Paris, PUF, 1978.
- 12 - CRESM (ouvrage collectif), *Elites, pouvoir et légitimité au Maghreb*, Paris, CNRS, 1973; Michel Camau, *Pouvoir et Institution au Maghreb*, CERES Production, Tunis, 1978.
- 13 - Hasenbalg et Huntington, *Brazilian racial democracy: Reality or myth*, Humbolt Journal of Social Relations, Areata, California, Vol.10, 82/83.
- 14 - Baxi Upendra, *The crisis of the indian legal system*, Dehli, Vikas Publication, 1982.
- 15 - Shahid Javad Burki, *Pakistan under Bhutto*, London, The Macmillan, 1988.
- 16 - J.C. Bolay, *l'Etat et les systèmes politiques au Mexique*, 1983; Ignacio Ramont, *Le Mexique sous le choc*, in. le Monde Diplomatique, décembre 1982; Christian Rudel, *Des Mayas au pétrole*, Paris, Karthala, 1983.
- 17 - Stéphane Bernard, *Botswana, un multipartisme fragile et menacé?*, Politique Africaine, Déc. 1989.
- 18 - Michel Camau et Ch. Debbasch, *Institutions politiques de la Tunisie*, Paris, Berger-Lavault, 1973 ; Hermassi, *La société tunisienne au miroir islamiste*, Maghreb-Machrek, no. 103, 1984.
- 19 - Jean Racine, *Punjab: Géopolitique d'une crise*, Paris, CHEAM, 1986.
- 20 - Elizabeth Picard, *De la communauté-classe à la résistance nationale, rôle des Shi'ites dans le système politique libanais*, RFSP, no. 6, 1985.
- 21 - Alain Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique Latine*, Paris, Seuil, 1982; Valenzuela Arturo, *The Breakdown of Democratic regimes: Chile*, The John Hopkins UP, Baltimore, Vol.IV, 1978.
- 22 - Bayart, *L'énonciation du politique*, RFSP, 35(3), juin 1985.
- 23 - L. Sylla, *Flux et reflux des dictatures civiles et militaires en Afrique Noire*, in. Mort des dictatures, Paris, Economica, 1982.
- 24 - T. Michalon, *Quel Etat pour l'Afrique?*, L'Harmattan, 1983.
- 25 - P. N'da, *Les intellectuels et le pouvoir en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- 26 - Bayart, *L'Union nationale camerounaise*, RFSP, 1970.
- 27 - Lavroff, *Les partis politiques en Afrique Noire*, 1970; Sylla, *Tribalisme et parti unique en Afrique Noire*, 1977.

- 28 - Roger Bastide, *Messianisme et développement économique et social*, Cahiers Internationaux de Sociologie, Vol. XXXI, jan.déc.1961.
- 29 - M. Morfit, *Pancasila: The Indonesian State ideology according to the new order government*, Asian Survey, Vol. XXI, no. 8, 1981.
- 30 - Mustapha Fersi, *A l'Est le soleil*, Editions en langues étrangères, Corée, 1983; Ouvrage collectif, *Signification historique mondiale des idées de Djoutché*, Editions en langues étrangères, Corée, 1975.
- 31 - Ch. Vaziri, *Iran: Islam et luttes d'émancipation nationale*, Genève, CETIM, 1980.
- 32 - Ali Shariati, *Oeuvres*, Téhéran, 1979, Vol. 7.
- 33 - N. Weinstock, *Le mouvement révolutionnaire arabe*, Paris, Maspéro, 1970; Slaïbi, *La problématique de la culture fasciste*, Damas, 1985.
- 34 - Fouad Matar, *Sadam Hussein ou le devenir irakien*, Paris, Le Sycommore, 1981.
- 35 - Laurent et Annie Chabry, *Politique et minorités au Proche-Orient*, Paris, Maisonneuve, 1984; André Raymond, *La Syrie d'aujourd'hui*, Centre d'études et de recherche sur l'Orient Contemporain, CNRS, Paris, 1980.
- 36 - Jaques Lambert et Alain Gandlfi, *le système politique de l'Amérique Latine*, Paris, Thémis, 1987.
- 37 - Henri Favre, *Pérou: Sentier Lumineux et horizons obscurs*, Paris, Documentation française, no. 72, 1984; Alain Labrousse, *Le réveil indien en Amérique andine*, Lausanne, Favre, 1984.
- 38 - Carl Stone, *Democracy and clientelism in Jamaica*, London, Transaction Books, 1983; Denis Constant, *Aux sources du reggae, société et politique en Jamaïque*, Paris, Roquevaire France, 1982.
- 39 - Lorena Barrantes, *Les facteurs culturels et symboliques dans le processus de consolidation de l'hégémonie du groupe dominant au Costa Rica*, Mémoire, l'IUED, Fév. 1987;
- 40 - Olivier Dabène, *Les élections du 2 février 86 au Costa Rica: Continuité et ruptures*, Documentation Française, Paris, 1986.
- 41 - Badie, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1983, p. 133.
- 42 - Mahmoud Hussein, *Versant sud de la liberté*, Paris, La Découverte, 1989.
- 43 - Howard L. Reiter, *Party Decline in the west*, Journal of Theoretical Politics, no. 3, juillet 1989.